

DÉCLARATION DE POLITIQUE SUR L'ESCLAVAGE MODERNE

L'esclavage moderne est un crime et une violation des droits humains fondamentaux. Il prend diverses formes, comme l'esclavage, la servitude, le travail forcé et obligatoire et la traite des êtres humains, qui ont toutes en commun la privation de la liberté d'une personne par une autre afin de l'exploiter à des fins un gain personnel ou commercial.

Coaching Supervision Academy applique une approche de tolérance zéro à l'égard de l'esclavage moderne. Nous nous engageons à agir de manière éthique et intègre dans toutes nos relations et transactions commerciales et à mettre en place et à appliquer des systèmes et des contrôles efficaces pour garantir que l'esclavage moderne.

Nous nous engageons également à mettre en place et à appliquer des systèmes et des contrôles efficaces afin de garantir que l'esclavage moderne n'existe nulle part dans notre entreprise ou dans nos chaînes d'approvisionnement.

Nous nous engageons également à garantir la transparence de nos activités et de notre approche de la lutte contre l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos chaînes d'approvisionnement, conformément aux obligations de divulgation en vertu de la loi de 2015 sur l'esclavage moderne.

Nous attendons les mêmes normes élevées de tous nos entrepreneurs, fournisseurs et autres, et dans le cadre de nos processus contractuels, nous incluons dans l'année à venir des interdictions spécifiques contre le recours au travail forcé, obligatoire ou à la traite, ou contre toute personne maintenue en esclavage ou de servitude, qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants, et nous attendons de nos fournisseurs qu'ils imposent les mêmes normes à leurs propres fournisseurs à respecter les mêmes normes élevées.

Cette politique s'applique à toutes les personnes travaillant pour nous ou en notre nom, à quelque titre que ce soit, notamment les employés à tous les niveaux, les directeurs, les responsables, les travailleurs intérimaires, les travailleurs détachés, les bénévoles, stagiaires, agents, contractants, consultants externes, représentants de tiers et partenaires commerciaux.

Cette politique ne fait pas partie du contrat de travail d'un employé et nous pouvons la modifier à tout moment.

Responsabilité de la politique

Coaching Supervision Academy a la responsabilité générale de veiller à ce que la présente politique soit conforme à nos obligations légales et éthiques, et que toutes les personnes sous notre contrôle s'y conforment.

Coaching Supervision Academy a la responsabilité première et quotidienne de la mise en œuvre de cette politique, du contrôle de son utilisation et de son efficacité, de répondre à toute question la concernant et de vérifier les systèmes et procédures de contrôle interne pour s'assurer qu'ils sont efficaces dans la lutte contre l'esclavage moderne.

La direction, à tous les niveaux, doit s'assurer que les personnes qui lui rendent compte comprennent et respectent cette politique et reçoivent une formation adéquate et régulière sur celle-ci et sur la question de l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement.

Vous êtes invités à commenter cette politique et à suggérer des moyens de l'améliorer. Les commentaires, suggestions et questions sont encouragés et doivent être adressés au directeur général.

Respect de la politique

Vous devez vous assurer que vous lisez, comprenez et respectez cette politique.

La prévention, la détection et le signalement de l'esclavage moderne dans toute partie de notre activité ou de nos chaînes d'approvisionnement relèvent de la responsabilité de toutes les personnes qui travaillent pour nous ou sous notre contrôle.

Vous êtes tenu(e) d'éviter toute activité qui pourrait conduire à, ou suggérer, une violation de cette politique. Vous devez informer Miriam Orriss, directrice, CSA ou Michael Smith, directeur des opérations, CSA dès que possible si vous croyez ou soupçonnez qu'un conflit avec cette politique s'est produit ou peut se produire à l'avenir.

Nous vous encourageons à faire part de vos préoccupations concernant tout problème ou soupçon d'esclavage moderne dans n'importe quelle partie de notre activité ou de nos chaînes d'approvisionnement de n'importe quel niveau de fournisseur, et ce, le plus tôt possible.

Si vous pensez ou soupçonnez qu'une violation de cette politique s'est produite ou qu'elle pourrait se produire, vous devez en informer votre Miriam Orriss, directrice, CSA, ou Michael Smith, directeur des opérations, CSA, dès que possible.

Vous devez noter que, le cas échéant, et en accordant la priorité au bien-être et à la sécurité des travailleurs locaux, nous apporterons notre soutien et nos conseils à nos fournisseurs pour les aider à lutter contre les pratiques de travail coercitives, abusives et exploitantes dans leurs propres activités et chaînes d'approvisionnement.

Si vous n'êtes pas sûr qu'un acte particulier, le traitement des travailleurs en général ou leurs conditions de travail au sein d'un niveau quelconque de notre chaîne d'approvisionnement soit conforme à la loi, nous vous invitons à nous contacter et posez la question à Miriam Orriss, directrice de CSA, ou à Michael Smith, directeur des opérations de CSA.

Nous souhaitons encourager l'ouverture et nous soutiendrons toute personne qui soulève de bonne foi de véritables préoccupations dans le cadre de cette politique, même si elles s'avèrent erronées. Nous nous engageons à ce que personne ne subisse de traitement préjudiciable pour avoir signalé de bonne foi ses soupçons quant à l'existence ou à la forme d'esclavage moderne, sous quelque forme que ce soit, est ou peut être pratiqué dans une partie de nos activités ou dans l'une de nos chaînes d'approvisionnement.

Le traitement préjudiciable comprend le licenciement, les mesures disciplinaires, les menaces ou tout autre traitement défavorable lié au fait de soulever une préoccupation.

Si vous pensez avoir subi un tel traitement, vous devez en informer Miriam Orriss, Directrice CSA, ou Michael Smith, Directeur des opérations CSA, immédiatement.

Si le problème n'est pas résolu et que vous êtes un employé, vous devez le soulever officiellement en contactant Edna Murdoch, directrice du CSA.

Communication et sensibilisation à cette politique

Notre approche de tolérance zéro vis-à-vis de l'esclavage moderne doit être communiquée à tous les fournisseurs, entrepreneurs et partenaires commerciaux dès le début de notre relation d'affaires avec eux et renforcée comme il se doit par la suite.

Violation de cette politique

Tout employé qui enfreint cette politique fera l'objet d'une action disciplinaire, qui peut aboutir à un licenciement pour faute ou faute grave. Nous pouvons mettre fin à notre relation avec d'autres individus et organisations travaillant en notre nom s'ils enfreignent cette politique.

Imprimé et signé par : Miriam Orriss [Révisé en 2021]